

Mobilisation contre le G8 sur la « pacification » de l'Irak

A l'appel de Georges W. Bush, un sommet réunira au Caire, à partir du 25 novembre 2004, les pays du G8, ainsi que l'Égypte, la Turquie, l'Iran, le Koweït, la Syrie, la Jordanie, la Chine, la Ligue arabe, l'Organisation de la Conférence islamique et l'Union européenne. Cette « conférence régionale élargie » - aux allures de sommet du G8 - se donne pour objectif officiel de discuter de la pacification et de la reconstruction de l'Irak avant les élections prévues en janvier 2005.

Après avoir armé l'Irak et l'Iran l'un contre l'autre, de 1980 à 1988, dans une guerre qui a causé 1,2 millions morts ; après avoir bombardé l'Irak en 1991, causant au moins 200 000 victimes ; après avoir laissé, la même année, le régime baasiste réprimer tranquillement l'insurrection populaire, causant 60 000 morts ; après avoir imposé douze années d'embargo, créant une situation sanitaire désastreuse et 2 millions de nouvelles victimes ; après avoir de nouveau bombardé en 2003, causant 15 000 victimes supplémentaires ; après avoir livré la population aux exactions conjointes des troupes d'occupation, des adeptes du terrorisme aveugle et des milices les plus réactionnaires, voici que les pays de la Coalition menés par les USA voudraient « pacifier » et « démocratiser » le pays, avec l'aide d'états qui, comme la liste déjà citée l'atteste, sont tous de grandes démocraties pacifiques.

L'état français, marchand d'armes et belligérant de la première guerre du Golfe, gouverné par un président lié aux pires dictateurs africains et aux lobbies militaro-industriels, ne peut oublier ses responsabilités dans la situation actuelle en Irak. Son « pacifisme » de façade masque mal les liens qu'une partie de sa classe politique entretenait avec la sanglante dictature de Saddam Hussein.



L'armée d'occupation coalisée menée par les USA a imposé son gouvernement à la population irakienne, en choisissant les représentants des partis nationalistes, ethniques et religieux. Elle a réintégré rapidement de nombreux cadres civils et militaires du régime baasiste.

Elle a laissé mettre en place un climat de terreur pour les femmes, pour les syndicalistes, les réfugiés. Jamais elle ne s'est souciée de la volonté de la population, de ses besoins, des droits des femmes, de chômeurs (71 % de la population), des travailleurs.

Au contraire, elle a réprimé violemment les manifestations et les mouvements sociaux, ouvrant plusieurs fois le feu sur des chômeurs et chômeuses en lutte. Après cela, a-t-on la moindre raison de penser que les forces d'occupation, sous leadership US, vont « démocratiser » et « pacifier » l'Irak ? Les conseils de dictatures du proche et du moyen Orient leurs seront sans doute précieux dans cette tâche !

Le mouvement contre la guerre en Irak a été, en mars 2003, la plus grande mobilisation mondiale jamais connue. Il se poursuit, sous des formes variées, dans le mouvement contre l'occupation, pour le retrait des troupes. Celui-ci ne doit, ni se laisser gagner par le pessimisme sur l'évolution de la situation en Irak, ni par les méthodes inacceptables des milices réactionnaires et religieuses en Irak, qui sont au fond les principales bénéficiaires de la situation.

La chute du régime de Saddam Hussein n'a pas laissé la place à un nouvel espace de liberté, mais a plongé l'Irak dans la violence, faisant chaque jour des dizaines de victimes supplémentaires. Le mouvement contre l'occupation doit s'étendre, contraindre les forces d'occupation au retrait et soutenir les luttes progressistes en Irak.

Le G8 représente le laboratoire des politiques les plus réactionnaires contre les droits sociaux partout dans le monde. Doit-on le laisser décider du sort de l'Irak, dans une conférence tenue, une fois de plus, dans un pays où les manifestations sont couramment réprimées de manière violente ?

P Sommaire P

Contre le G8 sur la « pacification de l'Irak » - 1

Conférence des syndicats ouvriers à Bassorah - 2

Crimes islamistes contre les femmes à Mossoul - Non aux violences contre Sakar - 3

Quelle lutte armée en Irak ? Des quartiers de Bagdad s'organisent - 4

Conférence des syndicats ouvriers à Bassorah

La Fédération des Conseils Ouvriers et des Syndicats irakiens (FWCUI) a décidé d'organiser une conférence pour les ouvriers des régions du sud de l'Irak à Bassorah le 25 novembre 2004.. Plus de 25 syndicats et organisations de travailleurs de divers secteurs tel que le Syndicat de la Compagnie pétrolière du Sud de l'Irak, le syndicat de la compagnie de la distribution d'énergie, celui des transports fluviaux, celui des ouvriers des ports, celui des travailleurs du bâtiment, ceux de la compagnie du Gaz et beaucoup d'autres... participeront à cette conférence. L'objectif de cette conférence est d'organiser et d'unir les ouvriers du sud de l'Irak, notamment à Bassorah, Imara, Nassiryah, Najaf et Samawa. Le but de cette conférence sera d'unir leurs luttes. Elle permettra de former une organisation unie des travailleurs du sud de l'Irak. Les questions suivantes y seront abordées :

- 1) L'ébauche d'une loi du travail sur la base des normes internationales
- 2) Les méthodes par lesquelles les ouvriers peuvent intervenir dans la situation politique en Irak, comment mettre un terme à l'instabilité et à l'insécurité quotidienne et comment mettre en place un gouvernement laïc, non-ethnocentrique et où les droits de tous les habitants d'Irak seront protégés et traités de façon égale indépendamment de leur genre, de leur religion, de leur nationalité et de leur appartenance ethnique, ceci en conformité avec la Convention des droits de l'homme de Genève
- 3) Diverses questions concernant la situation des ouvriers en Irak
- 4) Une partie finale sera consacrée à la discussion et à l'approbation d'un certain nombre de résolutions cruciales pour les luttes de la classe ouvrière en Irak et portera également, en vue des élections de janvier prochain, sur la formation d'une direction unitaire afin de rendre la lutte des travailleurs victorieuse.



L'armée US réprime une manifestation de chômeurs

Cette conférence durera deux jours et devrait coûter approximativement 15 000 \$. Cette somme permettrait d'assurer le logement, les transports et de fournir la sécurité et de contrecarrer toutes les attaques terroristes qui pourraient viser la conférence. Le FWCUI est un syndicat indépendant qui n'a aucune aide de n'importe quel gouvernement, et qui s'appuie totalement sur les cotisations de ses adhérents pour organiser ses nombreuses activités.

Il faut ici indiquer que le gouvernement intérimaire irakien soutenu par les troupes américaines a adopté la fameuse résolution 16 qui viole les articles 98 et 87 de l'Organisation Internationale du Travail concernant la liberté des ouvriers de s'organiser en syndicats et a imposé aux ouvriers un syndicat jaune comme seul représentant légal et officiel du mouvement des travailleurs en Irak, et ceci sans aucune élection. Ce syndicat (IFTU) est un syndicat pro-gouvernemental qui reçoit des aides financières énormes bien qu'il n'est aucune représentation légale et aucun compte à rendre aux travailleurs. Nous avons protesté

contre cette évolution accablante et avons porté plainte devant l'Organisation Internationale du Travail, et auprès de beaucoup d'autres organisations de travailleurs et syndicats autour du monde. Par conséquent, votre aide morale et financière, est la seule manière de faire de cette conférence une réussite, qui sera une avancée pour la société irakienne entière et qui permettra probablement par la suite de la sauver des guerres religieuses et ethniques qui font aujourd'hui quotidiennement des dizaines de victimes innocentes. Cette conférence sera également une étape pour réintégrer la lutte des travailleurs irakiens avec celle de leurs camarades ailleurs dans le monde, après une interruption contrainte depuis 35 ans.

Nous invitons tous les individus et organisations du monde entier à participer à cette conférence en tant qu'observateur et nous garantirons leur sécurité et leurs déplacements. Nous organiserons également des réunions avec les ouvriers et leurs représentants à Bassorah, à Bagdad, à Nassyria, à Kirkuk et dans d'autres villes irakiennes.

Nous invitons tous les individus et organisations du monde entier à participer à cette conférence en tant qu'observateur et nous garantirons leur sécurité et leurs déplacements. Nous organiserons également des réunions avec les ouvriers et leurs représentants à Bassorah, à Bagdad, à Nassyria, à Kirkuk et dans d'autres villes irakiennes.

Aso Jabbar, représentant de la Fédération des Conseils Ouvriers et Syndicats en Irak (FWCUI), le 2 octobre 2004.

Les principales revendications

1- Le retrait immédiat des forces militaires américaines et britanniques en Irak.

2-La reconnaissance de l'UUI et de la FWCUI en tant que véritables représentants des syndicats de travailleurs en Irak.

3-Une loi moderne sur le travail écrite par les représentants des travailleurs

4-Le droit inconditionnel de s'organiser librement, le droit de grèves et d'autres droits politiques doivent être établis et garantis

5-L'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les droits civils et individuels

6-La religion doit être séparée de l'Etat et de l'éducation.

Crimes islamistes contre les femmes à Mossoul

Dans le secteur de la santé publique à Mossoul, les islamistes ont commis plusieurs crimes misogynes, montrant une fois de plus leur inextinguible soif de sang et leur haine des femmes. Ces sauvages ne peuvent tolérer que des femmes travaillent à l'extérieur. Ils les veulent couvertes du hejab et de vêtements épais, jetées à la cuisine, servant comme des esclaves. Ils les veulent humiliées, sans opinion sans caractère, sans vie humaine.

Les groupes islamistes exploitent le chaos, le manque de sécurité et l'absence de loi depuis que l'occupation américaine a répandu l'horreur terroriste à travers l'Irak. Aujourd'hui, ils vont de plus en plus loin dans leurs actes criminels contre les femmes et contre leurs droits les plus élémentaires. Récemment, ces dix femmes ont été assassinées par les islamistes :

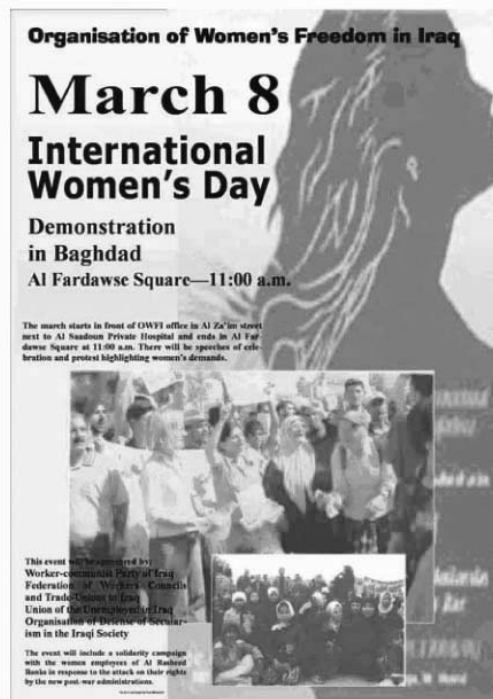
- ✓ ina al-Aswad, médecin, qui pratiquait depuis dix ans. Tuée par balle à al-Qayara, Mossoul.
- ✓ Hefo Abdul Safar, pharmacienne à l'hôpital d'al-Khansaa. Tuée par balle devant sa maison, dans le quartier d'al-Noor. Sa famille est également menacée de mort par les terroristes.
- ✓ Sanabul Nwel Tabakh, vétérinaire, tuée dans le quartier de Wahda, alors qu'elle allait travailler.
- ✓ Layla Abdulla al-Hadj Said, professeur de droit, doyen de la faculté de Droit de l'université de Mossoul. Tuée par balle, ainsi que son mari. Elle a été ensuite décapitée, afin de terroriser la population du quartier.
- ✓ Iman Abdul Monem Younis, maître de conférence à la faculté des langues et directrice du département de traduction de l'université de Mossoul, tuée par balle.
- ✓ Tagrid Abdul Masih, et sa sœur Hala Abdul Masih, fonctionnaires à Bartil.
- ✓ Tara Majeed Butros, fonctionnaire à Bartila.

Les assassinats de femmes travaillant comme interprètes, ou employées par des compagnies étrangères, sont monnaie courante. Nombre d'entre elles sont été



tuées ces derniers mois à Bagdad et dans d'autres villes d'Irak. Le simple fait d'être une femme est devenu un risque mortel...

Organisation pour la liberté des femmes en Irak, 14 septembre 2004



Non aux violences contre Sakar Ahmed, militante féministe irakienne !

Sakar Ahmed, présidente la branche locale de l'Organisation pour la liberté des femmes à Erbil [nord de l'Irak, en zone Kurde] a été incessamment menacée de mort par ses frères depuis la mi-juillet 2004. Malgré cela, elle a continué ses activités en défense des droits des femmes en Irak. Pour cela, elle a été gravement blessée par ses frères, Serdar et Dara, qui l'ont attaquée chez elle, où elle vit avec sa mère et ses deux sœurs. Leur père les a approuvés, considérant que les violences contre les femmes étaient une affaire strictement privée. Elle en conserve des cicatrices et un violent traumatisme.

Sakar a passé plus de dix ans à défendre les droits des femmes. Elle a publié al-Musawat [l'Égalité] en Kurde depuis des mois, elle a organisé de nombreuses réunions publiques et aidé à construire des liens avec d'autres organisations au Kurdistan. Actuellement, elle est en train d'écrire un livre sur les « meurtres pour l'honneur » [droit islamique, pour un homme, de tuer sa femme, sa fille ou sa sœur accusée d'adultère, de mœurs inconvenantes ou qui a été violée].

Si c'est cela, le destin d'une femme qui se bat pour ses droits, qu'en est-il de la violence et l'humiliation subie par toutes les autres femmes, celles qui n'ont pas la chance de pouvoir se défendre ?

Nous, militantes de l'Organisation pour la liberté des femmes, avons été témoins de la violence exercée par la famille de Sakar pour empêcher ses activités contre les pratiques réactionnaires contre les femmes, demandons au gouvernement de protéger la vie de Sakar et de condamner ses deux frères. Le Parti démocratique du Kurdistan, au pouvoir, doit prendre ses responsabilités et interdire les violences contre les femmes.

Vous pouvez faire connaître votre soutien à Sakar Ahmed : equalrightsnow@hotmail.com

Contact : 06 82 18 08 55

Quelle lutte armée en Irak ?

Khasro Saya, membre du Parti communiste-ouvrier d'Irak expose sa conception de la lutte armée

Q : Est-ce que la lutte armée peut être considérée comme une méthode de lutte pour la classe ouvrière dans l'ère actuelle ? Manifestement, le Parti communiste-ouvrier a choisi la lutte politique contre les forces d'occupation et contre les forces bourgeoises locales. Est-ce que tu penses que c'est suffisant pour réaliser les objectifs du parti, expulser les forces d'occupation et contrebalancer l'influence des islamistes et des baasistes ? Est-ce que ce sera assez pour en finir avec le sinistre scénario que se déroule en Irak ? Dans quelles circonstances le Parti communiste-ouvrier s'engage dans la résistance armée ?

Khasro Saya : Oui. Pour se défendre, pour défendre ses acquis, pour mettre en place son propre pouvoir, la classe ouvrière a besoin de la lutte armée. Face à la violence de la classe bourgeoise, à ses mouvements politiques et à ses armées, aux dizaines d'appareils militaires de l'état bourgeois, la classe ouvrière ne peut s'en tenir aux grèves et aux manifestations pour changer le système actuel. Cependant, la classe ouvrière moderne et urbaine a ses propres méthodes, son propre style, qui diffèrent totalement de la lutte armée classique du nationalisme, qui est employée par les nationalistes de gauche pour la libération de la « patrie » et du « peuple ». Pour la classe ouvrière, la lutte armée n'est pas supérieure aux autres formes de lutte, elle n'en est pas l'aboutissement.

Il me semble que ce qui sous-tend cette question, c'est la lutte armée, telle qu'elle a largement été employée contre les politiques d'occupation coloniale et impérialiste au XXe siècle, par des mouvements nationalistes combattants qui considéraient cette forme d'action comme leur identité, parce qu'elle visait à libérer la « patrie ». Elle était alors présentée, en théorie, comme la guerre du peuple.

Par contre, pour la classe ouvrière, le besoin d'employer les armes émerge de la vie sociale, de sa propre position économique. Et elles sont utilisées en même temps que d'autres méthodes de lutte économiques, politiques et organisationnelles, pour défendre la liberté, la dignité, les acquis des luttes prolétariennes. Du point de vue de la classe ouvrière, selon les circonstances, la résistance armée contre les occupants n'est que l'un des aspects de la résistance sociale et politique pour construire le pouvoir des masses. Organiser la révolution, lancer des insurrections armées, créer des commandos locaux et régionaux pour les opérations armées, former une garde militarisée pour le parti et les conseils ouvriers, bâtir une armée rouge sont des formes d'organisation qui, avec la lutte politique, économique et sociale, deviennent des formes nécessaires du combat ouvrier.

L'idée selon laquelle le Parti communiste-ouvrier d'Irak devrait d'abord utiliser la lutte politique et seulement ensuite la lutte armée, n'est pas correcte. Nous rejetons ce genre d'étapes. Notre conception de la résistance

armée est totalement différente de celles des islamistes et des baasistes qui opèrent actuellement en Irak. Nous nous considérons d'ores et déjà comme un parti armé et, en même temps que d'autres formes de lutte, nous développons nos capacités militaires et nous essayons d'armer les masses et leurs organisations selon une stratégie militaire. Nous luttons de manière à inverser la balance du pouvoir militaire, afin d'expulser les troupes d'occupation, diminuer l'influence de l'Islam politique sur la vie des gens, développer le pouvoir des masses et leur permettre, avec leurs représentantes, de contrôler leurs propres affaires, aussi bien au niveau des quartiers, des villes, des régions, que du pays entier. Notre objectif est de restaurer la vie civile, la sécurité, la liberté et de mettre fin au sinistre scénario qui se déroule

pour la classe ouvrière, le besoin d'employer les armes émerge de la vie sociale, de sa propre position économique.



Face à l'occupation et au terrorisme, les quartiers d'Aal-Jihad et d'al-Furat s'organisent

A l'appel lancé par le Parti communiste-ouvrier d'Irak, plusieurs dizaines d'habitantes d'al-Jihad et d'al-Furat, dans la banlieue de Bagdad, ont formé des groupes armés pour défendre leur quartier. Le 12 juillet, un gang a ordonné aux commerçants du quartier d'al-Jihad de fermer boutique. Le Parti communiste-ouvrier a aussitôt envoyé une délégation, qui a rassuré les commerçants, et les a encouragés à rester ouverts jusqu'à minuit. Le 13 août, quatre hommes en moto, ont tenté une opération militaire à al-Jihad, mais ils ont été chassés par ces groupes armés, qui ont blessé l'un d'entre eux.

Par ailleurs, le camarade Sami Abu Muhammad, leader du parti communiste-ouvrier à al-Jihad, a averti les troupes US qu'elles ne devaient plus entrer dans ces deux quartiers. Le parti a tenu plusieurs meetings pour expliquer sa politique de protection, très bien reçue par les habitantes. Plusieurs membres de la police irakienne ont rejoint les groupes armés du parti et sont maintenant en charge des patrouilles dans ces deux quartiers.

Le Parti communiste-ouvrier d'Irak assure aux habitantes d'al-Jihad et d'al-Furat qu'il continuera d'assurer leur protection contre le terrorisme qui fauche chaque jour des dizaines de vies